



## La CGT Pénitentiaire locale a rencontré Madame JOURDAN, député de la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Orne.

Ce mardi 13 février, notre établissement a connu sa 5<sup>e</sup> agression depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Avec un nouveau surveillant envoyé à l'Hôpital en seulement 6 semaines, c'est près d'une quinzaine d'agents au total qui seront passés aux urgences avec plusieurs jours d'ITT à la clé.

**La CGT Pénitentiaire locale souhaite à notre collègue un prompt rétablissement. Nous saluons également le professionnalisme et soutenons l'ensemble des collègues victimes de cette subite recrudescence de violence de la population pénale.**

Notre établissement a connu plusieurs agressions depuis son ouverture, mais depuis plusieurs mois, nous profitons d'une accalmie salvatrice.

**Malheureusement, cette « sérénité » vient de prendre fin !**

**À peine arrivé, notre nouveau directeur, bardé de tatouages, col de chemise ouvert, montrait déjà une volonté pressante de faire chuter les heures supplémentaires.**

Mais avant de montrer toute sa détermination, il a fait preuve de prévoyance en s'octroyant une bienveillance syndicale et la sympathie des agents en réunissant un groupe de travail, visant à appliquer un nouveau service demandé depuis des années par un personnel fatigué d'effectuer des « matin/nuit ».

Par « miracle », c'est la proposition de service de la **CGT Pénitentiaire locale**, datant de 2019, qui est sortie du « chapeau » et soumise au vote des agents (**vote dont notre directeur ne voulait pas entendre parler avant notre intervention syndicale...**).

Cependant, la **CGT Pénitentiaire locale** n'est pas dupe, nous savions déjà que cette manœuvre visait à acheter la paix sociale et que tout ceci cachait autre chose de beaucoup moins appréciable. **Soupons que nous avons dénoncés dans plusieurs écrits.**

**À l'époque, la CGT Pénitentiaire locale reprochait à la direction de chercher à supprimer le binôme réel (deux agents par coursive et par service), pour faire chuter les heures supplémentaires, ce qu'il a bien évidemment fermement démenti.**

**Si dans un premier temps, nous avons été accusés de voir le mal partout et même d'être paranoïaques, il s'avère que les événements actuels nous donnent raison...**

Six à huit postes découverts par demi-journée, soit jusqu'à 20 postes par jour si on compte les postes à coupure. Ce mode dégradé a mis fin au binôme réel pourtant acquis dans la douleur suite aux drames que nous avons connus ces dernières années.

Cette avancée majeure pour la sécurité (les statistiques parlent d'elles-mêmes), appliquée depuis plusieurs années, a bel et bien disparue...

**Notre directeur est parvenu à faire baisser le nombre d'heures supplémentaires avec un absentéisme record, mais à quel prix ? Une agression par semaine !**



À la problématique de la disparition du binôme réel, nous pouvons ajouter une gestion chaotique de l'établissement avec des notes de service plus incohérentes les unes que les autres.

Que dire de la gestion humaine quand on voit que des agents blessés en service restent voués à eux même. Que d'autres sont "virés" de leur poste pour des prétextes plus ou moins douteux, sans oublier l'irrespect des conditions d'attribution des postes que certains qualifient d'appliquées à « la tête du client », ce qui frustre les agents injustement lésés, favorisant l'absentéisme. Nous arrêterons ici, car la liste est trop longue...

**Nous pouvons également dénoncer les difficultés rencontrées par certains agents à faire respecter leurs droits, comme les gardes d'enfants qui sont fréquemment refusées, même avec des justificatifs, ou obtenir des journées spécifiques pour ceux à temps partiel. Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres.**

Pour mettre fin à ces injustices, la **CGT Pénitentiaire locale** ne s'est pas contentée de rédiger quelques écrits. Fin décembre, nous avons interpellé le DAP, par l'intermédiaire de notre secrétaire national lui-même, afin d'expliquer la situation de non-droit qui s'installe au CP Condé. Il s'est engagé à contacter la DI pour en discuter. Depuis, certaines lignes semblent avoir bougé dans le bon sens, comme la gestion des agents à temps partiel, mais c'est loin d'être suffisant pour notre OS.

**Par ailleurs, comment ne pas réagir quand certains, malgré des notes de service, peuvent s'en affranchir en toute impunité, alors que d'autres prennent la « foudre » au moindre faux pas ?**

Citons, par exemple, quelques agents du QID qui refusent d'appliquer une note de service leur demandant de relever l'agent mirador, avec l'approbation de la gradée QID, affectée à ce poste, sans appel d'offre, et compagne du directeur...

Lors de nos derniers écrits, la **CGT Pénitentiaire locale** expliquait qu'elle ne resterait pas les bras croisés.

**Nous avons annoncé que nous interpellions dans les « hautes sphères » de l'Administration Pénitentiaire, nous l'avons fait fin décembre.**

**Nous avons annoncé que nous alerterions des élus, nous l'avons fait la semaine dernière.**

**La CGT pénitentiaire locale** demande la remise en place du binôme réel et qu'il soit officiellement acté.

**La CGT Pénitentiaire locale** demande que le nombre d'agents soit revu à la hausse afin de couvrir tous les postes dans des conditions acceptables.

**La CGT Pénitentiaire locale** demande à la direction de veiller à la sécurité de son personnel et de tout mettre en œuvre pour lutter contre les risques psycho sociaux.

**La CGT Pénitentiaire locale** demande que les conditions d'attribution des postes soient respectées.

**La CGT pénitentiaire locale** demande que les notes de service soient respectées.

**La CGT Pénitentiaire locale** demande que le dialogue social soit respecté

**Si la situation devait rester figée malgré nos diverses interventions, nous continuerions à alerter de plus en plus bruyamment, de plus en plus haut, quitte à être entendus au-delà de ce que souhaite l'Administration Pénitentiaire.**

